

arrêtés royaux du 24 septembre 1977 et 23 juin 2005, et comportant les articles 26 et 27, est abrogée.

Art. 48. Dans le même arrêté, le chapitre III, comportant les articles 30 à 33, modifiés par l'arrêté royal du 23 juin 2005, comportant les articles 34 et 35 et comportant l'article 36, modifié par l'arrêté royal du 23 juin 2005, est abrogé.

Section 2. — Dispositions abrogatoires, transitoires et finales

Art. 49. Sont abrogés :

1° l'arrêté royal du 30 décembre 1959 relatif à la discipline militaire, modifié par l'arrêté royal du 4 février 1972, la loi du 14 janvier 1975 et les arrêtés royaux des 25 avril 1979, 30 avril 1980 et 11 août 1994;

2° l'arrêté royal du 25 novembre 2007 fixant la procédure relative aux mesures statutaires applicables aux militaires du cadre actif, modifié par l'arrêté royal du 6 décembre 2012.

Art. 50. Les procédures relatives au retrait temporaire d'emploi par mesure disciplinaire et au retrait définitif d'emploi entamées avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, sont soumises aux dispositions législatives et réglementaires qui étaient d'application à la veille de la mise en vigueur du présent arrêté.

Art. 51. Pour les absences illégales qui ont débuté avant la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, le délai de vingt et un jours visé à l'article 59, alinéa 1er, de la loi, débute à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté.

Art. 52. Entrent en vigueur le 31 décembre 2013 :

1° les articles 54 à 60, et 189 de la loi;

2° le présent arrêté.

Art. 53. Le ministre qui a la Défense dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 14 octobre 2013.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre de la Défense,

P. DE CREM

koninklijk besluit van 23 juni 2005, die artikel 25 bevat, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 24 september 1977 en 23 juni 2005, en die de artikelen 26 en 27 bevat, opgeheven.

Art. 48. In hetzelfde besluit wordt hoofdstuk III van het hetzelfde besluit, die de artikelen 30 tot 33 bevat, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 23 juni 2005, die de artikelen 34 en 35 bevat en die artikel 36 bevat, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 23 juni 2005, opgeheven.

Afdeling 2. — Opheffings-, overgangs- en slotbepalingen

Art. 49. Worden opgeheven :

1° het koninklijk besluit van 30 december 1959 betreffende de militaire tucht, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 4 februari 1972, de wet van 14 januari 1975 en de koninklijke besluiten van 25 april 1979, 30 april 1980 en 11 augustus 1994;

2° het koninklijk besluit van 25 november 2007 tot vaststelling van de procedure betreffende de statutaire maatregelen toepasselijk op de militairen van het actief kader, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 6 december 2012.

Art. 50. De procedures betreffende de tijdelijke ambtsontheffing bij tuchtmaatregel en de definitieve ambtsontheffing die vóór de datum van inwerkingtreding van dit besluit werden ingezet, worden onderworpen aan de wettelijke en reglementaire bepalingen die van toepassing waren de dag vóór de inwerkingtreding van dit besluit.

Art. 51. Voor de onwettige afwezigheden die vóór de datum van inwerkingtreding van dit besluit zijn begonnen, vangt de termijn van eenentwintig dagen bedoeld in artikel 59, eerste lid, van de wet, aan op de datum van inwerkingtreding van dit besluit.

Art. 52. Op 31 december 2013 treden in werking :

1° de artikelen 54 tot 60, en 189 van de wet;

2° dit besluit.

Art. 53. De minister bevoegd voor Landsverdediging is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 14 oktober 2013.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Landsverdediging,

P. DE CREM

GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2013/205940]

24 OCTOBRE 2013. — Décret modifiant le décret du 10 novembre 2004 instaurant un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre, créant un Fonds wallon Kyoto et relatif aux mécanismes de flexibilité du Protocole de Kyoto, en vue d'intégrer les activités aériennes dans le système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre (1)

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement wallon, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. Le présent décret transpose partiellement la Directive 2008/101/CE du Parlement européen et du Conseil du 19 novembre 2008 modifiant la Directive 2003/87/CE afin d'intégrer les activités aériennes dans le système communautaire d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre.

Art. 2. Dans l'article 1^{er} du décret du 10 novembre 2004 instaurant un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre, créant un Fonds wallon Kyoto et relatif aux mécanismes de flexibilité du Protocole de Kyoto, remplacé par le décret du 6 octobre 2010 et modifié par le décret du 21 juin 2012, le mot « partiellement » est inséré entre le mot « transpose » et les mots « la Directive 2003/87/CE ».

Art. 3. L'article 5/4 du même décret, inséré par le décret du 21 juin 2012, est complété par deux alinéas rédigés comme suit :

« Si l'exploitant n'a pas communiqué correctement ou intégralement les informations visées à l'alinéa 2 pour le 31 décembre de l'année des modifications, l'exploitant restitue, à la demande du Gouvernement, les quotas reçus en excédent.

L'Agence wallonne de l'Air et du Climat notifie immédiatement la décision du Gouvernement à la personne responsable de la tenue du registre des quotas. ».

Art. 4. Dans l'article 12 du même décret, modifié par les décrets du 6 octobre 2010 et du 21 juin 2012, le paragraphe 4 est remplacé par ce qui suit :

« § 4. L'amende est infligée par fonctionnaire désigné par le Gouvernement.

Le fonctionnaire notifie sa décision à l'exploitant concerné, par lettre recommandée, dans un délai de trente jours prenant cours à l'échéance du délai fixé pour la restitution des quotas.

La décision d'infliger une amende mentionne les possibilités de recours.

La procédure de recours et les modalités de perception de l'amende sont celles déterminées à l'article 11/1, §§ 2 et 3. ».

Art. 5. Dans la section 5 du chapitre II du même décret, l'article 12bis, abrogé par le décret du 21 juin 2012, est rétabli dans la rédaction suivante :

« Art. 12bis, § 1^{er}. Tout exploitant qui ne restitue pas, dans le délai fixé par le Gouvernement, les quotas visés à l'article 5/4, alinéa 4, est tenu de payer une amende de 100 euros pour chaque quota excédentaire non restitué.

L'amende sur les quotas excédentaires non restitués augmente conformément à l'indice européen des prix à la consommation.

§ 2. Le paiement de l'amende ne libère pas l'exploitant de l'obligation de restituer les quotas excédentaires.

§ 3. La procédure d'imposition de l'amende et de recours et les modalités de perception sont celles déterminées à l'article 12, § 4. »

Art. 6. Dans le même décret, il est inséré, à la place du chapitre II/1 annulé par l'arrêt n° 76/2012 de la Cour constitutionnelle, un chapitre II/1 intitulé « Système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre pour les activités aériennes ».

Art. 7. Dans le Chapitre II/1 inséré par l'article 6, à la place de l'article 12/1 annulé par l'arrêt n° 76/2012 de la Cour constitutionnelle, il est inséré un article 12/1 rédigé comme suit :

« Art. 12/1. Les dispositions du présent chapitre s'appliquent à l'allocation et à la délivrance de quotas par le Gouvernement, pour les activités aériennes déterminées par le Gouvernement, aux exploitants d'aéronef, dont la Région wallonne est l'autorité compétente en vertu de l'accord de coopération du 2 septembre 2013 entre l'Etat fédéral, la Région flamande, la Région wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale relatif à l'intégration des activités aériennes dans le système communautaire d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre conformément à la Directive 2008/101/CE du Parlement européen et du Conseil du 19 novembre 2008 modifiant la Directive 2003/87/CE afin d'intégrer les activités aériennes dans le système communautaire d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre, ci-après dénommé l'accord de coopération du 2 septembre 2013. »

Art. 8. Dans le même Chapitre II/1, à la place de l'article 12/2 annulé par l'arrêt n° 76/2012 de la Cour constitutionnelle, il est inséré un article 12/2 rédigé comme suit :

« Art. 12/2. Le Gouvernement fixe les règles relatives à la surveillance et à la déclaration des émissions d'aéronef et des données relatives aux tonnes-kilomètres complémentaires au Règlement (UE) n° 601/2012 de la Commission du 21 juin 2012 relatif à la surveillance et à la déclaration des émissions de gaz à effet de serre au titre de la Directive 2003/87/CE du Parlement européen et du Conseil. ».

Art. 9. Dans le même Chapitre II/1, à la place de l'article 12/3 annulé par l'arrêt n° 76/2012 de la Cour constitutionnelle, il est inséré un article 12/3 rédigé comme suit :

« Art. 12/3. L'article 11/1 est applicable à tout exploitant d'aéronef qui n'envoie pas la déclaration d'émissions annuelle conformément et dans le délai fixé à l'article 14, § 1^{er}, de l'accord de coopération du 2 septembre 2013.

L'amende sur les émissions excédentaires visée à l'article 20 de l'accord de coopération du 2 septembre 2013 est versée dans le fond visé à l'article 13. »

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 24 octobre 2013.

Le Ministre-Président,

R. DEMOTTE

Le Ministre du Développement durable et de la Fonction publique,

J.-M. NOLLET

Le Ministre du Budget, des Finances, de l'Emploi, de la Formation et des Sports,

A. ANTOINE

Le Ministre de l'Economie, des P.M.E., du Commerce extérieur et des Technologies nouvelles,

J.-Cl. MARCOURT

Le Ministre des Pouvoirs locaux et de la Ville,

P. FURLAN

La Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Egalité des Chances,

Mme E. TILLIEUX

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de la Mobilité,

Ph. HENRY

Le Ministre des Travaux publics, de l'Agriculture, de la Ruralité, de la Nature, de la Forêt et du Patrimoine,

C. DI ANTONIO

(1) *Session 2012-2013.*

Documents du Parlement wallon, 866 (2012-2013). N°s 1 à 3.

Compte rendu intégral, séance plénière du 23 octobre 2013.

Discussion.

Vote.

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2013/205940]

24. OKTOBER 2013 — Dekret zur Abänderung des Dekrets vom 10. November 2004 zur Einführung eines Systems für den Handel mit Treibhausgasemissionszertifikaten, zur Einrichtung eines wallonischen Kyoto-Fonds und über die Flexibilitätsmechanismen des Kyoto-Protokolls zwecks Einbeziehung des Luftverkehrs in das System für den Handel mit Treibhausgasemissionszertifikaten (1)

Das Wallonische Parlament hat Folgendes angenommen, und Wir, Regierung, sanktionieren es:

Artikel 1 - Durch das vorliegende Dekret wird die Richtlinie 2008/101/EG des Europäischen Parlaments und des Rates vom 19. November 2008 zur Änderung der Richtlinie 2003/87/EG zwecks Einbeziehung des Luftverkehrs in das System für den Handel mit Treibhausgasemissionszertifikaten in der Gemeinschaft teilweise umgesetzt.

Art. 2 - In Artikel 1 des Dekrets vom 10. November 2004 zur Einführung eines Systems für den Handel mit Treibhausgasemissionszertifikaten, zur Einrichtung eines wallonischen Kyoto-Fonds und über die Flexibilitätsmechanismen, ersetzt durch das Dekret vom 6. Oktober 2010 und abgeändert durch das Dekret vom 21. Juni 2012, wird das Wort "teilweise" vor "um" eingefügt.

Art. 3 - Artikel 5/4 desselben Dekrets, eingefügt durch das Dekret vom 21. Juni 2012, wird durch zwei Absätze mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"Wenn der Betreiber die in Abs. 2 genannten Informationen am 31. Dezember des Jahres der Änderungen nicht richtig oder nicht vollständig mitgeteilt hat, gibt er auf Antrag der Regierung die überschüssigen Zertifikate ab.

Die "Agence wallonne de l'air et du climat" teilt den Beschluss der Regierung unverzüglich der für die Führung des Registers der Zertifikate verantwortlichen Person mit."

Art. 4 - In Artikel 12 desselben Dekrets, abgeändert durch die Dekrete vom 6. Oktober 2010 und vom 21. Juni 2012, wird § 4 durch Folgendes ersetzt:

"§ 4. Die Geldbuße wird von dem durch die Regierung bezeichneten Beamten auferlegt.

Der Beamte stellt dem Betreiber innerhalb einer Frist von dreißig Tagen ab dem Ablauf der für die Abgabe der Zertifikate festgelegten Frist seinen Beschluss per Einschreiben zu.

In dem Beschluss zur Auferlegung einer Geldbuße werden die Einspruchsmöglichkeiten erwähnt.

Das Einspruchsverfahren und die Modalitäten für die Einziehung der Geldbuße sind diejenigen nach Artikel 11/1, § 2 und § 3."

Art. 5 - In Kapitel II, Abschnitt 5 desselben Dekrets wird der durch das Dekret vom 21. Juni 2012 aufgehobene Artikel 12*bis* in der folgenden Fassung wiederhergestellt:

"Artikel 12*bis* - § 1. Jeder Betreiber, der die in Artikel 5/4, Abs. 4 genannten Zertifikate binnen der von der Regierung festgelegten Frist nicht abgibt, ist verpflichtet, eine Geldbuße in Höhe von 100 Euro für jedes überschüssige Zertifikat, das nicht abgegeben wurde, zu zahlen.

Die Geldbuße für nicht abgegebene überschüssige Zertifikate erhöht sich entsprechend dem Europäischen Verbraucherpreisindex.

§ 2. Die Zahlung der Geldbuße befreit den Betreiber nicht von der Verpflichtung, die überschüssigen Zertifikate abzugeben.

§ 3. Das Verfahren für die Auferlegung der Geldbuße und das Einspruchsverfahren sowie die Modalitäten für die Einziehung der Geldbuße sind diejenigen nach Artikel 12, § 4."

Art. 6 - In dasselbe Dekret wird anstatt des durch das Urteil 76/2012 des Verfassungsgerichtshofes aufgehobenen Kapitels II/1 ein Kapitel II/1 mit der Überschrift "System für den Handel mit Treibhausgasemissionszertifikaten für den Luftverkehr" eingefügt.

Art. 7 - In das durch Artikel 6 eingefügte Kapitel II/1 wird anstatt des durch das Urteil 76/2012 des Verfassungsgerichtshofes aufgehobenen Artikels 12/1 ein Artikel 12/1 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. 12/1. Die Bestimmungen vorliegenden Kapitels sind auf die Zuteilung und Vergabe von Zertifikaten durch die Regierung, für die von der Regierung bestimmten Luftverkehrstätigkeiten, an Luftfahrzeugbetreiber, deren zuständige Behörde kraft des Zusammenarbeitsabkommens vom 2. September 2012 zwischen dem Föderalstaat, der Flämischen Region, der Wallonischen Region und der Region Brüssel-Hauptstadt zwecks Einbeziehung des Luftverkehrs in das gemeinschaftliche System für den Handel mit Treibhausgasemissionszertifikaten in Übereinstimmung mit der Richtlinie 2008/101/EG des Europäischen Parlaments und des Rates vom 19. November 2008 zur Änderung der Richtlinie 2003/87/EG zwecks Einbeziehung des Luftverkehrs in das System für den Handel mit Treibhausgasemissionszertifikaten in der Gemeinschaft, nachstehend Zusammenarbeitsabkommen vom 2. September 2013 genannt, die Wallonische Region ist, anwendbar."

Art. 8 - In dasselbe Kapitel II/1, wird anstatt des durch das Urteil 76/2012 des Verfassungsgerichtshofes aufgehobenen Artikels 12/2 ein Artikel 12/2 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. 12/2 - Die Regierung legt die Regeln bezüglich der Überprüfung und Berichterstattung der Luftfahrzeugemissionen und der Daten bezüglich der Tonnenkilometer fest, in Ergänzung zu der Verordnung (EU) Nr. 601/2012 der Kommission vom 21. Juni 2012 über die Überwachung von und die Berichterstattung über Treibhausgasemissionen gemäß der Richtlinie 2003/87/EG des Europäischen Parlaments und des Rates."

Art. 9 - In dasselbe Kapitel II/1, wird anstatt des durch das Urteil 76/2012 des Verfassungsgerichtshofes aufgehobenen Artikels 12/3 ein Artikel 12/3 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. 12/3 - Artikel 11/1 ist auf jeden Luftfahrzeugbetreiber anwendbar, der den jährlichen Emissionsbericht nicht gemäß Artikel 14, § 1, des Zusammenarbeitsabkommens vom 2. September 2013 einsendet.

Die Geldbuße wegen Emissionsüberschreitung nach Artikel 20 des Zusammenarbeitsabkommens vom 2. September 2013 wird dem in Artikel 13 erwähnten Fonds zugeführt.“

Wir verkünden das vorliegende Dekret und ordnen an, dass es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.

Namur, den 24. Oktober 2013

Der Minister-Präsident

R. DEMOTTE

Der Minister für nachhaltige Entwicklung und den öffentlichen Dienst

J.-M. NOLLET

Der Minister für Haushalt, Finanzen, Beschäftigung, Ausbildung und Sportwesen

A. ANTOINE

Der Minister für Wirtschaft, K.M.B., Außenhandel und neue Technologien

J.-Cl. MARCOURT

Der Minister für lokale Behörden und Städte

P. FURLAN

Die Ministerin für Gesundheit, soziale Maßnahmen und Chancengleichheit

Frau E. TILLIEUX

Der Minister für Umwelt, Raumordnung und Mobilität

Ph. HENRY

Der Minister für öffentliche Arbeiten, Landwirtschaft, ländliche Angelegenheiten, Natur, Forstwesen und Erbe

C. DI ANTONIO

(1) *Sitzungsperiode 2012-2013.*

Dokumente des Wallonischen Parlaments, 866 (2012-2013). Nrn. 1 bis 3.

Ausführliches Sitzungsprotokoll, Plenarsitzung vom 23. Oktober 2013.

Diskussion.

Abstimmung.

VERTALING

WAALESE OVERHEIDSDIENST

[2013/205940]

24 OKTOBER 2013. — Decreet tot wijziging van het decreet van 10 november 2004 tot invoering van een regeling voor de handel in broeikasgasemissierechten, tot oprichting van een « Fonds wallon Kyoto » (Waals Kyotofonds) en betreffende de flexibiliteitsmechanismen van het Protocol van Kyoto ten einde de luchtvaartactiviteiten op te nemen in de regeling voor de handel in broeikasgasemissierechten (1)

Het Waalse Parlement heeft aangenomen en Wij, Waalse Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Bij dit decreet wordt Richtlijn 2008/101/EG van het Europees Parlement en van de Raad van 19 november 2008 tot wijziging van Richtlijn 2003/87/EG teneinde ook luchtvaartactiviteiten op te nemen in de regeling voor de handel in broeikasgasemissierechten binnen de Gemeenschap gedeeltelijk omgezet.

Art. 2. In artikel 1 van het decreet van 10 november 2004 tot invoering van een regeling voor de handel in broeikasgasemissierechten, tot oprichting van een "Fonds wallon Kyoto" (Waals Kyotofonds) en betreffende de flexibiliteitsmechanismen van het Protocol van Kyoto, vervangen bij het decreet van 6 oktober 2010 en gewijzigd bij het decreet van 21 juni 2012 wordt het woord "gedeeltelijke" ingevoegd tussen het woord "een" en de woorden "omzetting van Richtlijn 2003/87/EG".

Art. 3. Artikel 5/4 van hetzelfde decreet, ingevoegd bij het decreet van 21 juni 2012, wordt aangevuld met de twee volgende leden :

"Indien de exploitant de gegevens bedoeld in het tweede lid voor 31 december van het jaar van de wijzigingen niet nauwkeurig of niet volledig heeft medegedeeld, levert hij op verzoek van de Regering de overmatige emissierechten in.

Het "Agence wallonne de l'Air et du Climat" (Waals Agentschap voor Lucht en Klimaat) deelt onmiddellijk de beslissing van de Regering aan de persoon die het register van de emissierechten bijhoudt, mee."

Art. 4. In artikel 12 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 6 oktober 2010 en van 21 juni 2012, wordt § 4 vervangen als volgt :

"§ 4. De boete wordt opgelegd door de door de Regering aangewezen ambtenaar.

De ambtenaar geeft kennis van zijn beslissing bij aangetekend schrijven aan de betrokken exploitant binnen een termijn van dertig dagen die ingaat op het verstrijken van de termijn bepaald voor het inleveren van de emissierechten.

Die beslissing om een boete op te leggen vermeldt de beroepsmogelijkheden.

De beroepsprocedure en de modaliteiten voor de inning van de boete zijn degene die bepaald zijn in artikel 11/1, §§ 2 en 3."

Art. 5. In afdeling 5 van hoofdstuk II van hetzelfde decreet wordt artikel 12bis, opgeheven bij het decreet van 21 juni 2012, weer ingevoerd als volgt :

"Art. 12bis, § 1. Er wordt een boete van 100 euro voor elk overmatig niet-ingeleverd emissierecht opgelegd aan elke exploitant die de in artikel 5/4, vierde lid, bedoelde emissierechten niet binnen de door de Regering bepaalde termijn inlevert.

De boete op de overmatige niet-ingeleverde emissierechten verhoogt overeenkomstig de Europese consumptie-prijzenindex.

§ 2. De betaling van de boete ontslaat de exploitant niet van de verplichting tot inlevering van de overmatige emissierechten.

§ 3. De procedure m.b.t. het opleggen van de boete, de beroepsprocedure en de modaliteiten voor de inning van de boete zijn degene die bepaald zijn in artikel 12, § 4."

Art. 6. In hetzelfde decreet wordt in plaats van Hoofdstuk II/1, vernietigd bij arrest nr. 76/2012 van het Grondwettelijk Hof, een hoofdstuk II/1 met als opschrift "Regeling voor de handel in broeikasgasemissierechten voor de luchtvaartactiviteiten" ingevoegd.

Art. 7. In Hoofdstuk II/1, ingevoegd bij artikel 6, wordt in plaats van artikel 12/1, vernietigd bij arrest nr. 76/2012 van het Grondwettelijk Hof, een artikel 12/1 ingevoegd, luidend als volgt :

"Art. 12/1. De bepalingen van dit hoofdstuk zijn van toepassing op de toewijzing en de verlening door de Regering van emissierechten voor de door de Regering bepaalde luchtvaartactiviteiten, op de vliegtuigexploitanten voor wie het Waalse Gewest de bevoegde overheid is krachtens het samenwerkingsakkoord van 2 september 2013 tussen de Federale Overheid, het Vlaamse Gewest, het Waalse Gewest en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest betreffende het opnemen van luchtvaartactiviteiten in de regeling voor de handel in broeikasgasemissierechten binnen de Gemeenschap overeenkomstig Richtlijn 2008/101/EG van het Europees Parlement en van de Raad van 19 november 2008 tot wijziging van Richtlijn 2003/87/EG teneinde ook luchtvaartactiviteiten op te nemen in de regeling voor de handel in broeikasgasemissierechten binnen de Gemeenschap, hierna het samenwerkingsakkoord van 2 september 2013 genoemd."

Art. 8. In hetzelfde Hoofdstuk II/1 wordt in plaats van artikel 12/2, vernietigd bij arrest nr. 76/2012 van het Grondwettelijk Hof, een artikel 12/2 ingevoegd, luidend als volgt :

"Art. 12/2. De Regering bepaalt de regels betreffende de bewaking van en de rapportage over de emissies van luchtvaartuigen en de tonkilometergegevens ter aanvulling van Verordening (EU) nr. 601/2012 van de Commissie van 21 juni 2012 inzake de monitoring en rapportage van de emissies van broeikasgassen overeenkomstig Richtlijn 2003/87/EG van het Europees Parlement en de Raad."

Art. 9. In hetzelfde Hoofdstuk II/1 wordt in plaats van artikel 12/3, vernietigd bij arrest nr. 76/2012 van het Grondwettelijk Hof, een artikel 12/3 ingevoegd, luidend als volgt :

"Art. 12/3. Artikel 11/1 is van toepassing op elke luchtvaartuigexploitant die de jaarlijkse emissierapportage overeenkomstig en binnen de termijn bepaald in artikel 14, § 1, van het samenwerkingsakkoord van 2 september 2013 niet stuurt.

De boete wegens overmatige emissies bedoeld in artikel 20 van het samenwerkingsakkoord van 2 september 2013 wordt gestort in het fonds bedoeld artikel 13."

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.
Namen, 24 oktober 2013.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Duurzame Ontwikkeling en Ambtenarenzaken,
J.-M. NOLLET

De Minister van Begroting, Financiën, Tewerkstelling, Vorming en Sport,
A. ANTOINE

De Minister van Economie, K.M.O.'s, Buitenlandse Handel en Nieuwe Technologieën,
J.-Cl. MARCOURT

De Minister van de Plaatselijke Besturen en de Stad,
P. FURLAN

De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen,
Mevr. E. TILLIEUX

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening en Mobiliteit,
Ph. HENRY

De Minister van Openbare Werken, Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Natuur, Bossen en Erfgoed,
C. DI ANTONIO

(1) *Zitting 2012-2013.*

Stukken van het Waals Parlement, 866 (2012-2013). Nrs 1 tot 3.

Volledig verslag, plenaire zitting van 23 oktober 2013.

Bespreking
Stemming.